



Mémoire pour le BAPE concernant l'usine d'urée d'IFFCO Canada.

Suite à notre questionnement initial concernant les émissions totales (incluant les intrants et extrants) de GES, et aux réponses incomplètes et non satisfaisantes que nous avons reçues. Cela démontre pour nous la faiblesse même du projet : l'utilisation d'énergie fossile pour la production d'intrant agricole chimique (urée).

En tant que parti politique écologiste, nous voulons dénoncer devant cette audience publique environnementale les incohérences des orientations politiques des différents ministères ou organismes gouvernementaux :

1. Un des partenaires financiers d'IFFCO Canada est Investissement Québec (c'est-à-dire un organisme gouvernemental) et utilise donc des fonds publics, en d'autres mots, notre argent.
2. Ce même gouvernement veut, à travers son plan énergétique, réduire les GES de 25%. Il veut développer, promouvoir, les énergies alternatives (biométhanisation, éolien, photovoltaïques,...) et réduire notre dépendance aux énergies fossiles.
3. D'ici 2020, le gouvernement interdira l'enfouissement et valorisera l'utilisation des matières organiques avec pour conséquence une augmentation de l'accessibilité à de la matière organique disponible comme intrant agricole (compost) et ou de l'énergie (biogaz).
4. Dans la nouvelle politique agro alimentaire, le gouvernement veut promouvoir l'agriculture biologique.

Suite à ces faits, comment pouvons-nous accepter que d'un côté l'argent public finance une industrie à forte production de GES pour produire un intrant agricole chimique et d'un autre côté, que ce même gouvernement utilise les fonds publics pour promouvoir un développement durable par une meilleure gestion de nos ressources énergétiques et une valorisation des matières résiduelles? Pour nous, c'est un NON-SENS!

Selon nous, ce projet n'a pas sa raison d'être dans le contexte actuel (changements climatiques).

De plus, nous savons qu'il existe d'autres solutions pour répondre aux besoins alimentaires.

Le PVQ est conscient que le BAPE a seulement un pouvoir de recommandation, et qu'au final, c'est au gouvernement que reviendra la décision finale d'aller ou non de l'avant avec ce projet.

Nous sommes conscients que les partis au pouvoir ont un intérêt politique à aller de l'avant avec ce projet suite à la fermeture de Gentilly. Nous appelons les décideurs socio-économiques de la MRC de Bécancour à profiter de ce momentum pour créer un nouveau paradigme de

développement économique réellement basé sur le développement durable en mettant en valeur les technologies vertes, en devenant ainsi des créateurs d'emploi de l'avenir (biométhanisation, intrant agricole vert tel le 'biochar',...).

Ne fermons pas encore une fois la porte qui s'ouvre à nous pour aller vers le changement!

01 octobre 2013

Laurence Requilé